



DDP-YD/ ETC D (2026)84

Strasbourg, 22 mai 2026

Contribution au Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

Message des jeunes participants Roms¹ du séminaire 2026 « Roma Youth Together »²

Introduction

En tant que jeunes et représentant·es d'organisations et de réseaux de jeunesse roms, nous nous réunissons à l'occasion de la Journée internationale des Roms (8 avril) pour célébrer notre identité, affirmer notre fierté et contribuer de manière significative au processus conduisant à un Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe. Fort·es d'une longue histoire de militantisme rom, marquée par l'étape décisive franchie le 8 avril 1971 avec l'établissement des fondements de la coopération internationale, nous poursuivons aujourd'hui cet engagement avec un sens renouvelé des responsabilités et une ambition renforcée.

Ce message reflète à la fois nos réalités vécues et notre volonté de contribuer à la construction de sociétés démocratiques plus inclusives, plus participatives et plus résilientes. Il s'inscrit dans la célébration de l'identité, du patrimoine et des réalisations des Roms, dans la fierté collective qui fait avancer nos communautés et dans notre contribution active à la vie démocratique en Europe.

Les jeunes Roms ne se contentent pas de se préoccuper de l'avenir démocratique de l'Europe : ils et elles contribuent activement à la façonner et participent pleinement à son devenir.

Nous saluons le travail accompli par le Conseil de l'Europe, en particulier par son Service de la jeunesse et sa Division des Roms et des Gens du voyage, en faveur de l'autonomisation des jeunes Roms, du renforcement de leur participation et de la lutte contre l'antitsiganisme. Nous nous félicitons des avancées normatives majeures, notamment de la Recommandation CM/Rec(2023)4 sur la participation des jeunes Roms ainsi que de la Stratégie sur l'inclusion des Roms et des Gens du voyage (2026-2030).

¹ Le terme « Roms et Gens du voyage » est utilisé au Conseil de l'Europe pour désigner la grande diversité des groupes couverts par ses travaux dans ce domaine : d'une part a) les Roms, les Sinti/Manush, les Calés, les Kaale, les Romanichels, les Boyash/Rudari ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les groupes orientaux (Dom, Lom et Abdal) ; et, d'autre part, des groupes tels que les Voyageurs, les Yéniches, ainsi que les populations désignées par le terme administratif de « Gens du voyage », ainsi que les personnes qui s'identifient comme Gens du voyage. La présente note constitue une note explicative et ne constitue pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

² Ce message a été élaboré par les participantes et participants au séminaire « [Roma Youth Together](#) », tenu au Centre européen de la jeunesse du 8 au 10 avril 2026.



1. Discrimination, discours de haine et antitsiganisme : des obstacles structurels à l'action collective

L'antitsiganisme continue de structurer les conditions de vie des jeunes Roms, en influençant l'accès aux droits, aux opportunités et à la participation. Il demeure profondément ancré dans les institutions, les discours publics et les interactions quotidiennes. Dans le même temps, les jeunes Roms affrontent activement ces réalités. Par le plaidoyer, l'engagement communautaire et la construction d'alliances, ils et elles contribuent à déconstruire les stéréotypes, à sensibiliser l'opinion et à promouvoir des approches fondées sur les droits humains.

Les expériences vécues apportent un éclairage essentiel sur les mécanismes de la discrimination et sur les moyens d'y répondre. En mobilisant des perspectives intersectionnelles, notamment en mettant en lumière les expériences des femmes roms, des jeunes LGBTI et d'autres groupes concernés, ils et elles contribuent à l'élaboration de politiques publiques plus inclusives et plus réactives. Il est nécessaire de renforcer la mise en œuvre des cadres de lutte contre la discrimination, d'investir dans des initiatives portées par les communautés elles-mêmes, ainsi que de développer des outils accessibles tels que des programmes de mentorat, des bourses et des mécanismes de signalement. Des réponses efficaces exigent à la fois un engagement institutionnel fort et un partenariat durable avec les jeunes Roms.

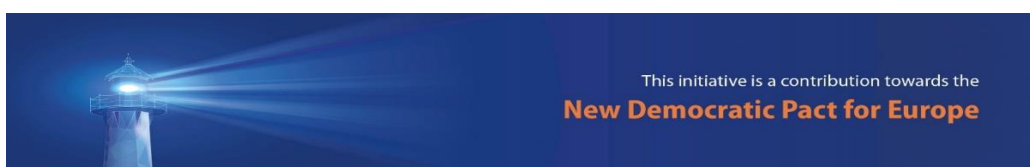
2. Lutte contre la désinformation : reconquérir l'espace public et renforcer le dialogue démocratique

La désinformation et les représentations erronées continuent d'alimenter l'antitsiganisme et les dynamiques d'exclusion, en façonnant des récits biaisés sur les communautés roms et en nourrissant la méfiance. Face à cela, les jeunes Roms investissent activement ces espaces. À travers les médias, la narration de récits et des initiatives de terrain, ils et elles remettent en question les perceptions nuisibles et promeuvent l'éducation aux médias, dans le but de construire des représentations plus justes et plus diversifiées. Leur rôle est à la fois correctif et constructif : il s'agit de combattre la désinformation tout en contribuant à un espace public plus inclusif, dans lequel la représentation reflète la réalité et respecte la dignité des personnes.

Pour obtenir des progrès durables, il est nécessaire d'investir davantage dans l'éducation aux médias et au numérique, ainsi que de renforcer la responsabilité des médias et des plateformes en ligne. Lorsque les jeunes Roms sont associées de manière significative aux stratégies de communication et que les créateur·rices et porte-parole roms bénéficient d'un soutien et d'une formation adéquats, la représentation publique devient plus respectueuse et plus fidèle. En outre, le renforcement des compétences en matière d'éducation et d'esprit critique permettrait aux communautés de participer plus activement au débat public et de contribuer ainsi à l'édification de sociétés plus bienveillantes et plus inclusives.

3. Représentation et participation : garantir l'inclusion et la responsabilité partagée

Les jeunes Roms continuent de faire face à des obstacles à une participation effective, souvent réduite à une inclusion symbolique plutôt qu'à une réelle capacité d'influence. Cette situation nuit à la fois à la légitimité démocratique et à l'efficacité des politiques publiques. Partout en Europe, les jeunes Roms doivent être associées de manière active aux fonctions de leadership, aux actions de plaidoyer et à l'élaboration des politiques publiques afin de renforcer leur rôle d'acteurs et d'actrices des processus démocratiques.



La participation doit évoluer d'une logique de consultation vers une logique de responsabilité partagée. Les jeunes Roms doivent être impliqués non seulement dans l'expression de leurs points de vue, mais également dans la conception des décisions, des politiques et de leur mise en œuvre. Cela nécessite la mise en œuvre complète de la Recommandation CM/Rec(2023)4 sur la participation des jeunes Roms, ainsi que le renforcement des capacités, des mécanismes de consultation transparents et un financement durable des organisations de jeunesse roms. L'élargissement des espaces de participation formels et non formels, ainsi que l'investissement dans la culture et les initiatives communautaires, contribueront à renforcer la participation des jeunes Roms à une vie démocratique dynamique et inclusive.

4. Education : construire ensemble des systèmes inclusifs

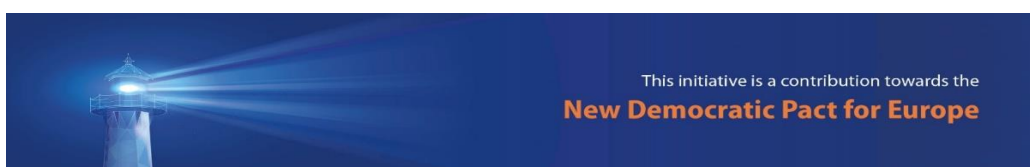
L'éducation demeure un domaine clé dans lequel persistent des inégalités, notamment la ségrégation et l'accès inégal aux ressources. Ces défis continuent de limiter les opportunités, sans pour autant être insurmontables. Les jeunes Roms font déjà partie de la solution. Par le soutien entre pairs, le plaidoyer et l'engagement auprès des institutions, ils et elles contribuent à rendre les systèmes éducatifs plus inclusifs et plus représentatifs.

Les jeunes Roms apportent une valeur ajoutée en promouvant l'histoire, la culture et la langue roms, enrichissant ainsi les environnements éducatifs pour l'ensemble des apprenant·es. Une inclusion effective des perspectives roms favorise la compréhension mutuelle, contribue à déconstruire les préjugés et renforce la cohésion sociale. La réalisation de cet objectif nécessite une coopération renforcée entre la société civile et les institutions éducatives, un développement accru de la formation des enseignant·es et des programmes scolaires inclusifs reflétant à la fois les réalités de l'antitsiganisme et les contributions des Roms. Les systèmes éducatifs doivent rester adaptables et inclusifs, notamment par la promotion de la langue romani. L'engagement des élèves et des enseignant·es non roms est tout aussi essentiel pour construire une compréhension partagée, le respect mutuel et les valeurs démocratiques.

5. Logement, territoires ruraux et inclusion : relier conditions de vie et égalité des chances

Les conditions de vie continuent d'influencer la capacité des communautés roms à participer pleinement à la société. La ségrégation, l'isolement et l'accès limité aux services demeurent des obstacles majeurs. Dans le même temps, les jeunes Roms jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de solutions communautaires et dans la promotion d'approches plus durables en matière de logement et de développement local. Leur contribution consiste à relier les réalités vécues aux réponses politiques. En participant de manière significative aux initiatives locales et aux processus de planification, ils et elles contribuent à garantir des politiques ancrées dans le réel, efficaces et inclusives.

Associer les jeunes Roms en tant que partenaires des politiques d'aménagement urbain et rural à tous les niveaux est essentiel. L'amélioration des conditions de vie ne constitue pas seulement une priorité sociale, mais également une condition fondamentale de la participation démocratique et de l'égalité des chances.



Conclusion

En tant que jeunes Roms, nous nous situons à l'intersection des défis et des solutions. Nous apportons notre expérience, nos connaissances et notre engagement à la construction de sociétés démocratiques plus inclusives. Notre contribution au Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe reflète à la fois nos revendications et notre engagement. Nous appelons le Conseil de l'Europe, ses Etats membres et la société civile à travailler en partenariat réel avec les jeunes Roms, en nous reconnaissant à la fois comme parties prenantes et comme actrices et acteurs du changement.

Le principe « Rien sur nous sans nous » demeure une ligne directrice, mais également une approche concrète pour des politiques publiques plus efficaces et plus légitimes. Construire une démocratie pour toutes et tous suppose une responsabilité partagée. Ensemble, il est possible de renforcer la participation, de promouvoir l'inclusion et de garantir que la démocratie réponde aux besoins de chacune et chacun.

